

# Communiqué de presse

Évry, le 4 février 2009

**Plan de mobilisation 2020 pour les transports en Île-de-France :  
l'État demande encore 8 semaines pour réfléchir alors que les usagers attendent  
toujours des améliorations concrètes de leurs conditions de transport !**

Après trois mois de concertation entre les services de la Région, du STIF et de l'État, **le Plan de mobilisation pour les transports en commun en Île-de-France, élaboré par le Conseil régional et les Départements franciliens en juin 2008, a fait l'objet d'une nouvelle présentation le 15 janvier 2009 à Jean-Louis BORLOO, Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.**

**À l'issue de cette réunion, la seule réponse du Ministre a été de demander un délai de huit semaines de réflexion supplémentaire.**

**Pourtant, les groupes de travail Région/STIF/État sont parvenus à un large consensus, tant sur le contenu du Plan que sur les pistes de financements.**

En complément du nécessaire effort budgétaire de l'État et des collectivités territoriales, les groupes de travail ont formulé des propositions réalistes et applicables immédiatement afin de créer les ressources nouvelles indispensables au financement des projets :

- relèvement uniforme des taux du Versement Transport (VT) et extension à l'agglomération parisienne des taux de la zone 2 : 240 M€
- taxes bureaux : 350 M€/an
- taxe sur les opérations d'aménagements : 60 M€/an

**Pour Michel BERSON, Président du Conseil général de l'Essonne, le Gouvernement n'a d'autre choix que d'approuver le Plan de mobilisation pour les transports en commun en Île-de-France : "ce Plan est aujourd'hui la seule véritable réponse aux enjeux des déplacements auxquels est confrontée l'Île-de-France, et tout particulièrement l'Essonne".**

**Les conditions de financement de ce Plan, d'un montant de 18,6 milliards d'euros sur 10 ans, sont parfaitement réalistes : aux 7,2 Mds d'euros des contributions des Contrats de Projets État-Région et des Contrats particuliers Région/Département reconduits jusqu'en 2020 devront s'ajouter 2 Mds d'euros à répartir entre l'État (40%), la Région (40%), et les Départements (20%), et 4,1 Mds d'euros de ressources nouvelles. Un grand emprunt permettra de compléter les financements manquants.**

**Michel BERSON a confirmé que le Département de l'Essonne est prêt à prendre la part qui lui revient dans le financement de ce Plan, dès lors que l'Etat prendra la sienne. C'est donc désormais à l'État de s'engager : "compte tenu des difficultés croissantes que rencontrent les Franciliens -et notamment les Essonnais- dans leurs trajets quotidiens, il y a véritablement urgence. Il faut que Gouvernement prenne maintenant ses responsabilités, et vite".**

Contact : Mélanie DUCLOS  
Téléphone : 01 60 91 91 20  
Portable : 06 83 98 26 65  
Télécopie : 01 60 91 91 24  
E-mail : mduclos@cg91.fr

